

BANQUE DE FRANCE

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Février 2026

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	8
SYNTHÈSE DE LA CONSTRUCTION	11
MÉTHODOLOGIE	14
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	15
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National : L'économie française résiliente malgré les incertitudes

Malgré une succession de chocs depuis le début de la décennie (crise covid, guerre russe en Ukraine, crise inflationniste, guerre commerciale), l'économie mondiale continue de résister en 2025 et l'inflation continue de refluer même si son retour vers sa cible est plus lent que prévu aux Etats-Unis. Ainsi selon le FMI (WEO de janvier 2026), le PIB mondial augmenterait de 3,3 % en 2025. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 1,4 % en 2025, après une hausse de 0,9 % en 2024.

En France, sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établirait à 0,9 % d'après les prévisions les plus récentes de la Banque de France et la dernière note de conjoncture de l'INSEE. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister dans un contexte de haut niveau de déficit public et d'incertitudes politiques en France et dans le monde. Comme en 2024, la résilience de l'activité s'expliquerait par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'information communication ainsi, les services aux entreprises et les services financiers. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière connaîtrait une légère hausse en 2025, portée par le fort dynamisme des matériels de transports en particulier l'aéronautique, rebondissant après une forte baisse en 2024. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2025 alors que certains signes de reprises apparaissent à partir du deuxième semestre.

Selon les projections macroéconomiques publiées par la Banque de France en décembre 2025, l'activité se raffermirait pour atteindre 1,0 % en 2026 et 2027, et 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et l'investissement privé.

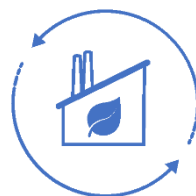
En 2026, la consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice. L'investissement des entreprises se redresserait en moyenne annuelle, après avoir été pénalisé par l'incertitude en 2025. Par ailleurs, l'investissement des ménages remonterait graduellement en 2026 après une croissance légèrement positive en 2025.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. En 2025, le marché du travail est entré dans une phase transitoire de ralentissement. L'emploi total continuerait de progresser très modérément jusqu'à fin 2026, avant de réaccélérer. Enfin, le taux de chômage atteindrait 7,6 % en moyenne annuelle en 2025 puis augmenterait légèrement à 7,8 % en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2028.

L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, l'Eurosystème a poursuivi sa phase d'assouplissement monétaire au cours du premier semestre 2025. Le taux de dépôt est passé de 2,75 % début février à 2,00 % en juin, dernier mois de baisse. Les taux ont donc reculé au total de 2,00 points de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

Chiffres clefs



Chiffre d'affaires

2025 : -2,1%
2026 : +3,1%

Exportations

2025 : -2,3%
2026 : +4,7%

Effectifs

2025 : -0,2%
2026 : +0,2%



Chiffre d'affaires

2025 : -0,4%
2026 : +1,5%

Effectifs

2025 : +1,2%
2026 : +1%



Production totale

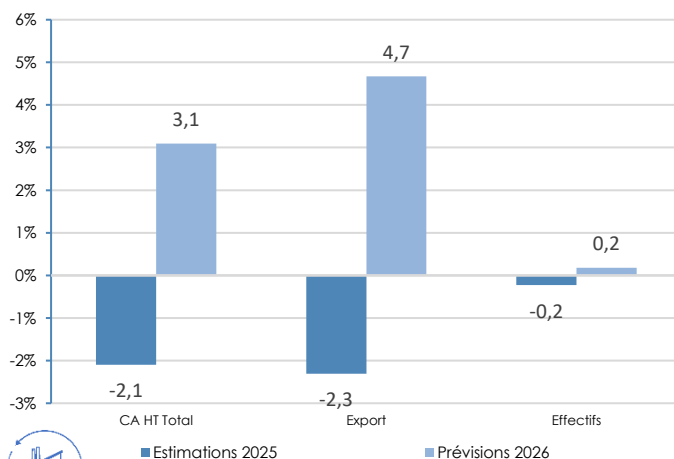
2025 : -1,1%
2026 : -0,4%

Effectifs

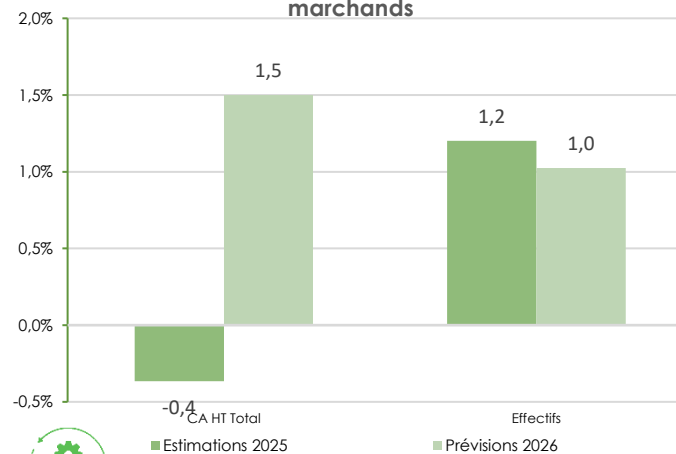
2025 : +2%
2026 : -0,9%

Situation régionale

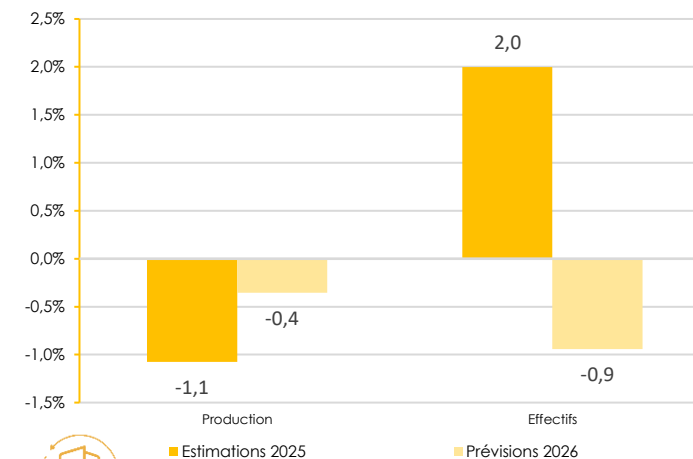
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

L'activité industrielle s'est contractée en 2025, la baisse des exportations évoluant dans des proportions similaires. Les effectifs sont restés stables. Les investissements ont reculé dans l'ensemble, bien que certains sous-secteurs de l'industrie aient engagé des dépenses en faveur d'une automatisation accrue de leurs procédés. Un rebond de l'activité est attendu en 2026 grâce à une orientation plus favorable de certains marchés et à une amélioration de la situation à l'export. La stabilisation des effectifs devrait se poursuivre. Les investissements resteraient en retrait dans un contexte incertain, en France comme à l'international.

Les chiffres d'affaires des prestataires de services enregistrent un très léger repli en 2025. L'inertie de la demande et la forte intensité concurrentielle ne permettent pas une amélioration de la performance. Seule la branche ingénierie-conseil reste dynamique. Les embauches demeurent limitées et les investissements se réduisent. La rentabilité évolue peu par rapport à 2024. Pour 2026, la croissance du chiffre d'affaires s'annonce modérée, tout comme les recrutements. Selon les chefs d'entreprise, la réduction des investissements devrait se poursuivre.

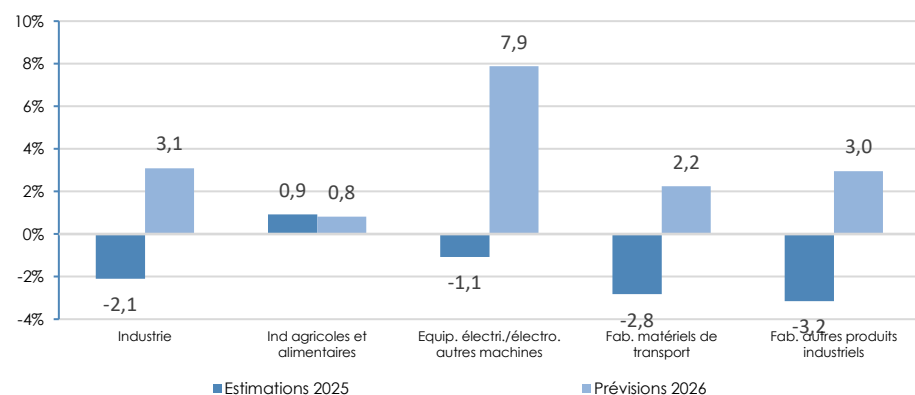
En 2025, le secteur de la construction enregistre un repli de son activité de 1,1 % en valeur et de 1,9 % en volume. Malgré cette tendance, les effectifs ont connu une progression sur la période. Les délais de paiement se sont allongés. Pour 2026, les prévisions indiquent une baisse plus modérée de l'activité, estimée à 0,4 % en valeur et 1,1 % en volume, accompagnée d'un ajustement à la baisse des effectifs.



Synthèse de l'Industrie

L'activité industrielle s'est contractée en 2025, la baisse des exportations évoluant dans des proportions similaires. Les effectifs sont restés stables. Les investissements ont reculé dans l'ensemble, bien que certains sous-secteurs de l'industrie aient engagé des dépenses en faveur d'une automatisation accrue de leurs procédés. Un rebond de l'activité est attendu en 2026 grâce à une orientation plus favorable de certains marchés et à une amélioration de la situation à l'export. La stabilisation des effectifs devrait se poursuivre. Les investissements resteraient en retrait dans un contexte incertain, en France comme à l'international.

Évolution du chiffre d'affaires



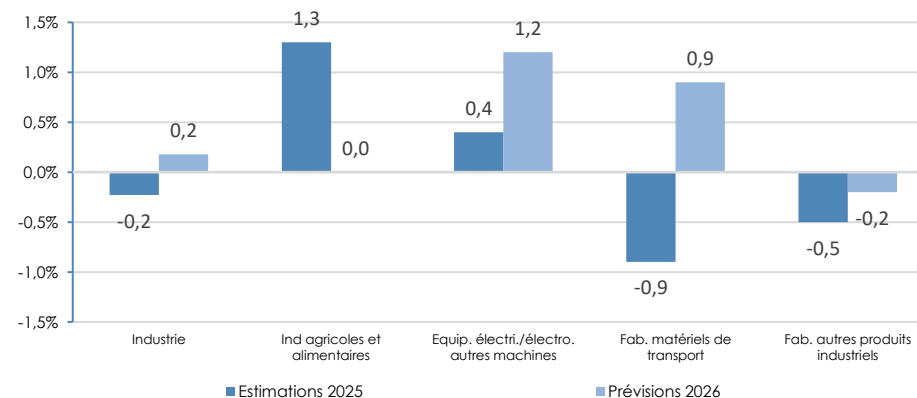
L'activité recule globalement de 2,1 % en 2025. Après retraitement des effets prix, la baisse en volume atteint 3 %. La quasi-totalité des sous-secteurs de l'industrie enregistrent un repli, plus ou moins marqué. Les fabricants d'autres produits industriels, principal sous-secteur de la région en terme d'emploi, connaissent le recul le plus prononcé, les métallurgistes étant les plus touchés. Dans une moindre mesure, le bois-papier subit également une contraction. Seuls les industriels de l'agroalimentaire affichent une légère croissance.

Après l'affaiblissement observé en 2025, les prévisions anticipent un rebond des chiffres d'affaires en 2026, avec une progression attendue de 3,1 %. Après correction des effets prix, la hausse en volume serait de 2,3 %. Cette dynamique est particulièrement marquée dans les équipements électriques et électroniques, soutenus par la demande du ferroviaire et des secteurs énergétiques. Les industriels de l'agroalimentaire, qui avaient déjà maintenu une activité positive en 2025, prévoient une nouvelle progression, néanmoins inférieure aux hausses anticipées dans les autres sous-secteurs de l'industrie.

Les effectifs industriels stagnent en 2025, avec une variation de -0,2 %. Le recul le plus marqué concerne les fabricants de matériels de transport, notamment la filière automobiles, qui ont massivement investi pour renforcer l'automatisation de leurs processus de production et qui font face à un recul de la demande. À l'inverse, les industriels de l'agroalimentaire enregistrent une hausse de 1,3 % de leurs effectifs, en cohérence avec la progression de leur activité. Les autres sous-secteurs présentent des variations plus modérées.

En 2026, les effectifs devraient peu évoluer, avec une légère hausse attendue de 0,2 %. Cette progression serait portée par les fabricants d'équipements électriques et électroniques et de matériels de transport, en accompagnement du rebond d'activité anticipé. Les effectifs des fabricants d'autres produits industriels resteraient en revanche orientés à la baisse, principalement sous l'effet du repli de la plasturgie, qui prévoit le rebond d'activité le plus limité en 2026.

Évolution des effectifs



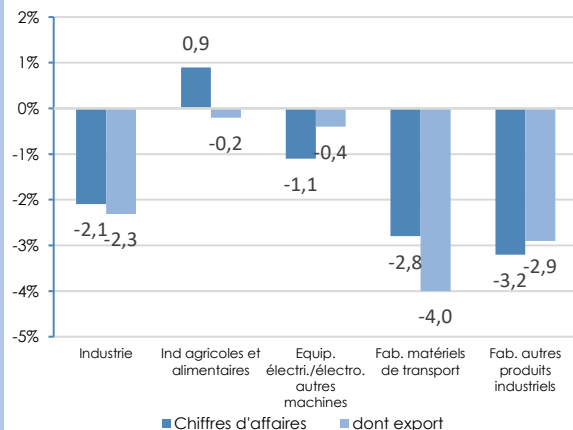
Source Banque de France – INDUSTRIE



51,8 %

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



Chiffre d'affaires

L'activité industrielle est en recul global, tendance suivie par l'ensemble des sous-secteurs, à l'exception de l'agroalimentaire qui enregistre une légère progression. Le repli est plus prononcé dans la fabrication de matériels de transport et dans les autres produits industriels. L'activité à l'export accuse un net recul, contribuant largement à la baisse d'ensemble.

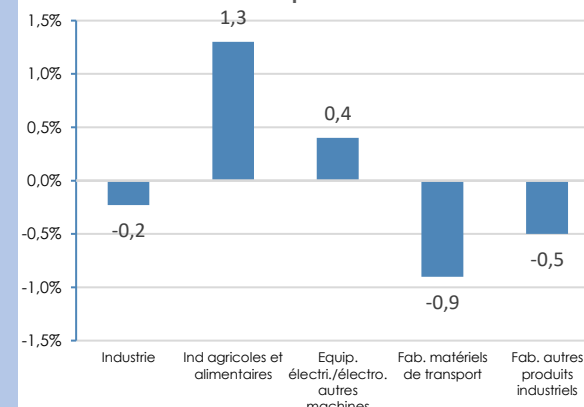
Les chiffres d'affaires diminuent, avec une contraction encore plus marquée sur les ventes à l'international.

Effectifs

Les effectifs demeurent globalement stables, avec des évolutions contrastées selon les sous-secteurs. Ils progressent dans l'industrie agroalimentaire, tandis qu'ils se contractent dans la fabrication de matériels de transport. Ces variations reflètent étroitement celles observées sur les chiffres d'affaires.

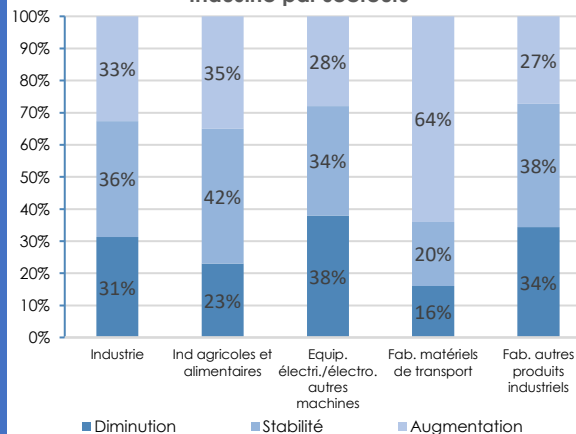
Les effectifs stagnent dans l'ensemble.

Industrie par secteurs



Bilan 2025

Industrie par secteurs



Contrairement aux prévisions, seul un tiers des entreprises industrielles voient leur rentabilité s'améliorer.

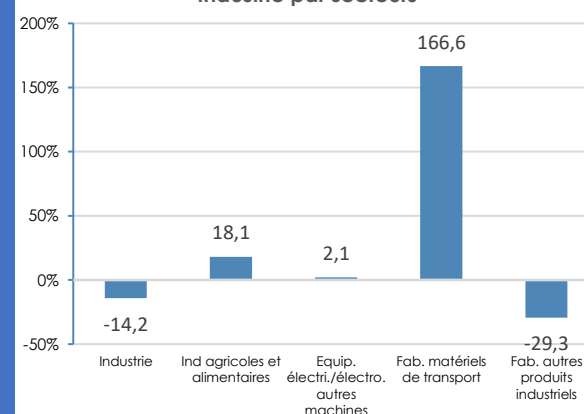
Dans le détail, le sous-secteur des matériels de transport enregistre une amélioration plus marquée, portée par des programmes de modernisation et d'automatisation des productions. À l'inverse, les équipements électriques et électroniques font état d'un recul plus significatif de leur rentabilité. Les autres secteurs évoluent dans des proportions proches de celles observées pour l'ensemble de l'industrie.

Rentabilité

Les investissements reculent globalement, même si plusieurs sous-secteurs font état d'une évolution haussière.

C'est pour les autres produits industriels que la baisse est la plus nette, tout particulièrement chez les industriels du bois-papier. À l'inverse, les programmes d'investissement ont été plus nombreux et plus conséquents dans la fabrication de matériels de transport. Les autres sous-secteurs évoluent de manière plus modérée.

Industrie par secteurs



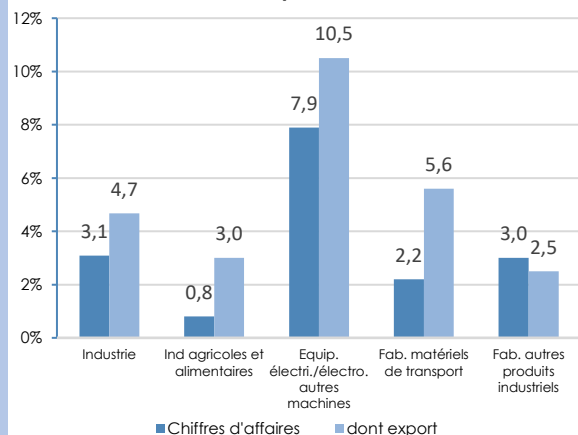
Investissements



51,8 %

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



Chiffre d'affaires

Après une année 2025 difficile, l'activité industrielle devrait rebondir en 2026. Elle serait principalement portée par les fabricants d'équipements électriques et électroniques, et dans une moindre mesure par les fabricants d'autres produits industriels et de matériels de transport (hors industrie automobile qui est en repli). Les exportations redeviendraient dynamiques, l'ensemble des secteurs anticipant une hausse de leurs chiffres d'affaires à l'international.

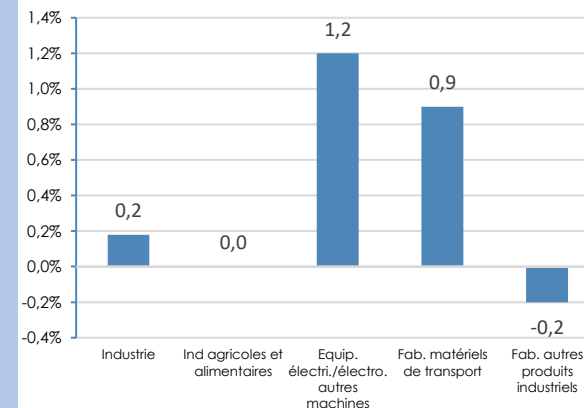
Les prévisions d'activité pour 2026 sont bien orientées, les exportations suivant la même tendance.

Effectifs

La stabilisation des effectifs devrait se confirmer. Les fabricants d'équipements électriques et électroniques et de matériels de transport devraient recruter plus fortement, en réponse au regain d'activité attendu. Les autres industriels anticipent une stagnation de leurs effectifs.

Globalement, les niveaux d'emploi resteraient stables, hormis dans deux sous-secteurs où les embauches devraient être plus dynamiques.

Industrie par secteurs



Perspectives 2026

La majorité des entreprises anticipent une stabilité de leur rentabilité.

Dans un contexte incertain, plus de la moitié des entreprises industrielles s'attendent à une stabilité de leurs marges. Elles sont néanmoins moins nombreuses à prévoir un recul (12 % en 2026 contre 31 % en 2025). Plus des deux tiers des industriels de l'agroalimentaire anticipent une stabilité. Une part significative des fabricants d'équipements électriques et électroniques et de matériels de transport prévoient toutefois une progression de leur rentabilité.

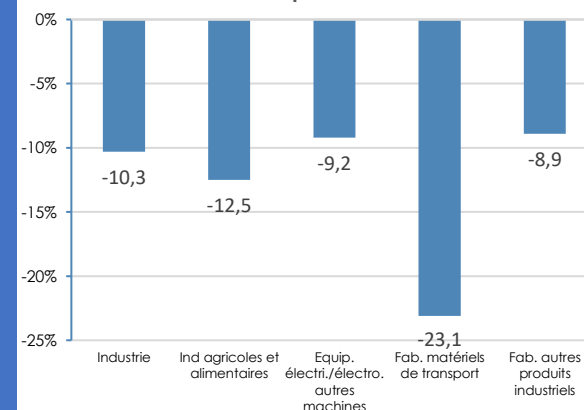
Rentabilité

Les investissements devraient reculer dans l'ensemble des sous-secteurs industriels.

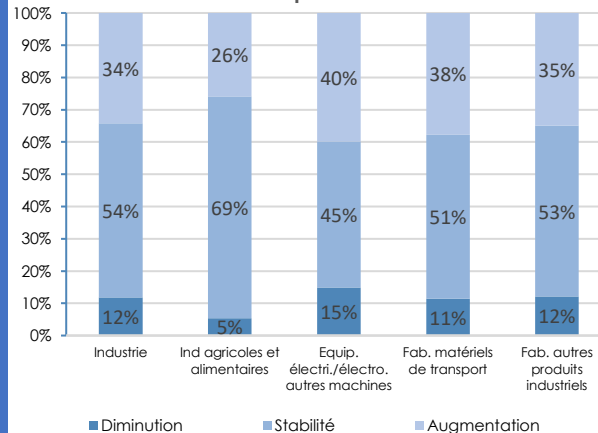
La plupart anticipent des diminutions d'un ordre comparable à la tendance générale. Seul le sous-secteur de la fabrication de matériels de transport prévoit une baisse plus marquée, en raison des investissements particulièrement importants réalisés en 2025, ce qui explique des prévisions davantage négatives pour 2026.

Investissements

Industrie par secteurs



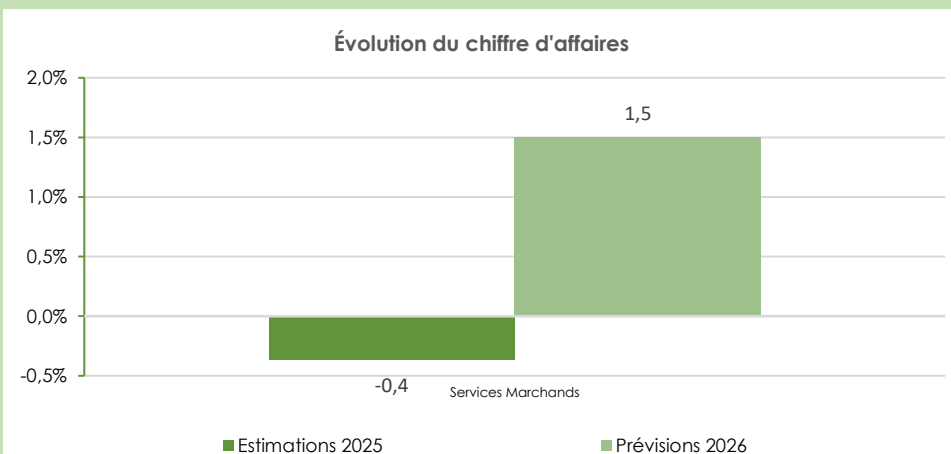
Industrie par secteurs





Synthèse des Services Marchands

Les chiffres d'affaires des prestataires de services enregistrent un très léger repli en 2025. L'inertie de la demande et la forte intensité concurrentielle ne permettent pas une amélioration de la performance. Seule la branche ingénierie-conseil reste dynamique. Les embauches demeurent limitées et les investissements se réduisent. La rentabilité évolue peu par rapport à 2024. Pour 2026, la croissance du chiffre d'affaires s'annonce modérée, tout comme les recrutements. Selon les chefs d'entreprise, la réduction des investissements devrait se poursuivre.



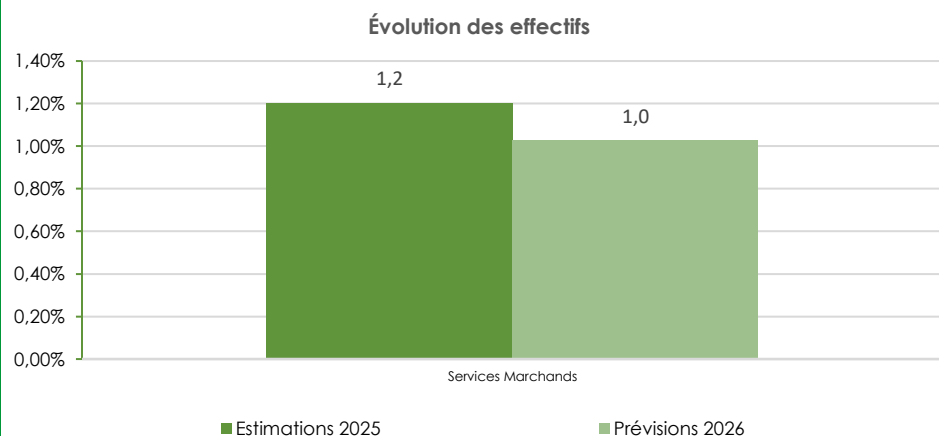
En 2025, le courant d'affaires des services marchands est légèrement négatif. Hors revalorisations tarifaires, la baisse en volume atteindrait 1,9 %. La demande demeure atone et un contexte fortement concurrentiel limite la capacité des entreprises à relever leurs tarifs.

Les performances diffèrent selon les branches, l'ingénierie, les cabinets comptables et juridiques se distinguant par leur dynamisme et une orientation positive.

Pour 2026, une reprise modérée en valeur est anticipée, avec une progression des prix des prestations de l'ordre de 1,7 %, comme en 2025. En volume, les chiffres d'affaires devraient peu progresser par rapport à 2025 (+0,1 %). Dans un contexte économique incertain et faute de visibilité, les chefs d'entreprise demeurent très prudents.

En 2025, les effectifs progressent légèrement, à un niveau supérieur à ce qui avait été anticipé début 2025. Les entreprises d'ingénierie-conseil se distinguent par un volume important de recrutements. Toutefois, les difficultés de recrutement demeurent sur certains métiers spécialisés, et la fidélisation des équipes reste délicate. C'est notamment le cas des chauffeurs dans le transport-logistique, des serveurs et cuisiniers dans la restauration, ainsi que des métiers de l'aide à la personne, sous-secteur particulièrement sous tension en raison du vieillissement de la population régionale.

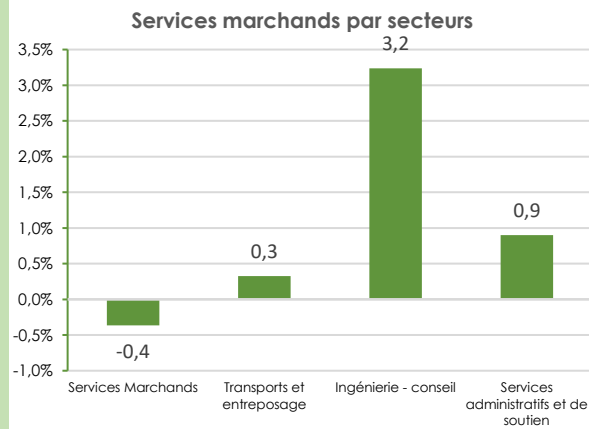
Pour 2026, les effectifs continueraient de croître dans des proportions proches. Cependant, dans un contexte d'instabilité internationale et politique et face au manque de visibilité, les chefs d'entreprise adoptent une approche plus prudente en matière d'embauches.





16,5 %

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

L'activité stagne sous l'effet d'un recul de la consommation, tirée à la baisse par la restauration (-3,6 %) et l'intérim (-2,2 %).

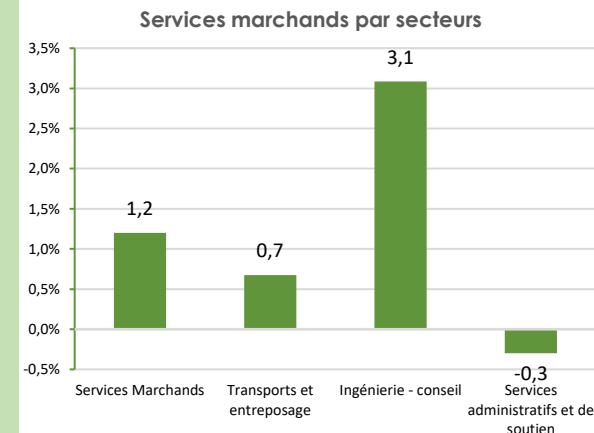
Le transport-entrepasage ne progresse que faiblement, pénalisé par le repli de l'industrie et du secteur de la construction et l'intensité concurrentielle. À l'inverse, l'ingénierie-conseil affiche une progression plus marquée de son chiffre d'affaires, y compris en volume, contrairement aux autres branches qui peuvent progresser en valeur, mais pas en volume.

Une activité qui stagne.

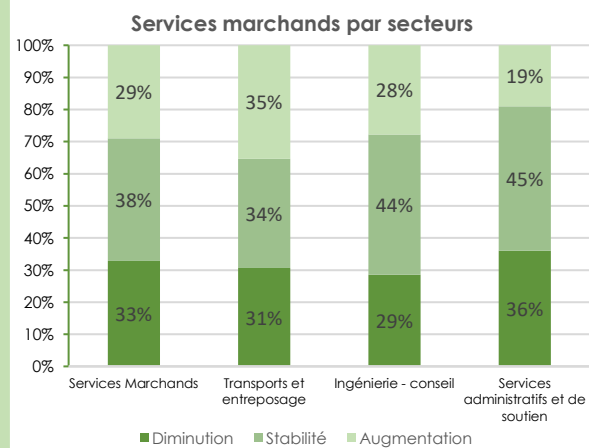
Effectifs

Les effectifs sont orientés à la hausse, avec des recrutements observés dans l'ensemble des services marchands. Les branches ingénierie-conseil et information-communication figurent parmi les principaux contributeurs. Globalement, les effectifs auraient pu progresser davantage, mais les difficultés de recrutement persistent et le turnover pénalise les entreprises en recherche de profils spécialisés.

Des effectifs en légère progression malgré un contexte incertain.



Bilan 2025



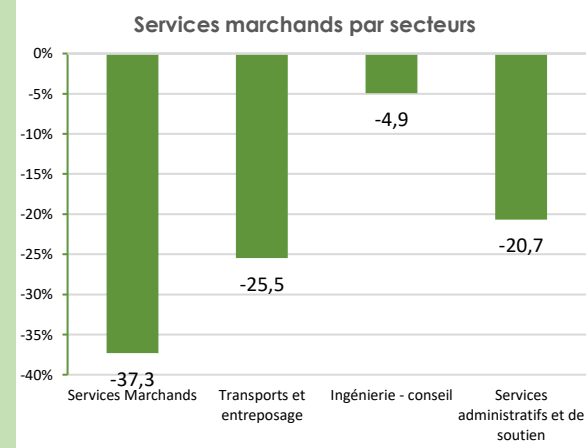
Une rentabilité stable pour la plupart des branches.

Les deux tiers des entreprises signalent une stabilité, ou une progression, de leur rentabilité, dans des proportions proches de 2024. La situation se dégrade toutefois dans l'ingénierie, où 29 % des entreprises font état d'une baisse de marge, contre 17 % en 2024. Pour la majorité des prestataires de services, l'allongement des délais de paiement, l'intensification de la concurrence, et le recul de la consommation pèsent sur les marges et la rentabilité.

Rentabilité

Une baisse généralisée des investissements dans un contexte de forte incertitude.

Les budgets d'investissements diminuent dans l'ensemble des branches. Les budgets reculent nettement dans le transport-entrepasage et dans les services administratifs et de soutien, alors même que ces secteurs doivent assurer le renouvellement et l'entretien régulier de leurs équipements pour maintenir des conditions d'exploitation satisfaisantes.

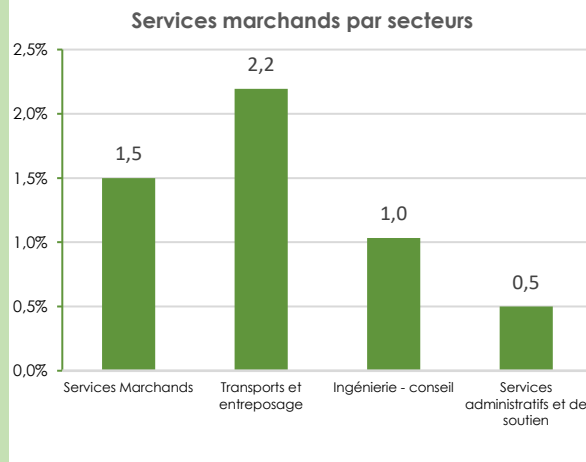


Investissements



16,5 %

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

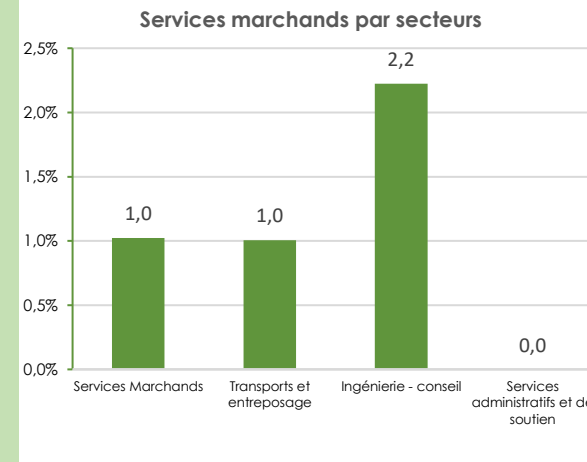
Une légère hausse du chiffre d'affaires est anticipée. Hors effets de prix, l'activité en volume devrait rester comparable à 2025 (+0,1%). Le transport-entrepôt devrait être le plus dynamique, tandis que les services administratifs et de soutien enregistreraient un recul en volume (-1,1%), tout comme l'hébergement-restauration (-1,2%).

Une progression modérée de l'activité est attendue en 2026.

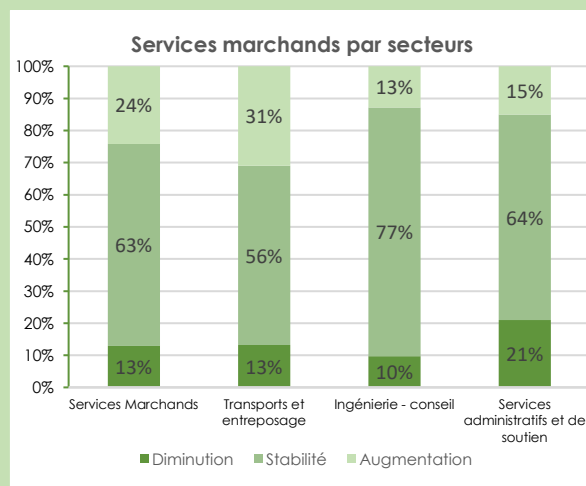
Effectifs

Les effectifs poursuivraient une progression modérée, à l'exception des services administratifs et de soutien, qui resteraient stables ou en légère baisse, à l'image de la branche entretien des bâtiments (-0,4%). Le sous-secteur de l'ingénierie-conseil demeurerait le plus dynamique en matière de recrutement. Même si la demande devrait rester soutenue en 2026, le manque d'attractivité et un contexte d'incertitude sont considérés par les entreprises interrogées comme des freins à l'embauche dans la région.

Une hausse modeste des recrutements est anticipée.



Perspectives 2026



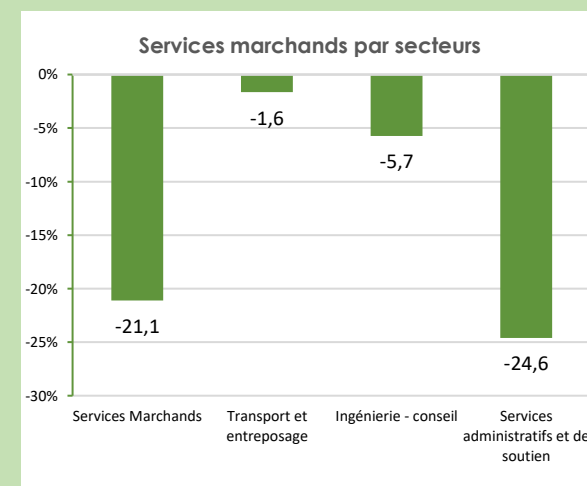
Une rentabilité qui devrait se stabiliser pour une majorité d'entreprises.

La plupart des entreprises anticipent une stabilité de leur rentabilité. Les entreprises de transport-entrepôt se montrent toutefois plus optimistes que l'an dernier, prévoyant une amélioration pour 31 % d'entre elles, contre 14 % auparavant. Les services spécialisés (ingénierie et soutien aux entreprises) demeurent plus réservés quant à leur capacité à renforcer leur rentabilité.

Rentabilité

Un nouveau tassement des investissements est attendu.

Les budgets d'investissement devraient de nouveau reculer, avec des amplitudes variables selon les activités. Les entreprises de transport-entrepôt resteraient les plus enclines à investir, compte tenu de la nécessité de renouveler leurs parcs de matériels roulants au profit d'engins moins polluants. Les services administratifs et de soutien, en cohérence avec la stagnation de leur chiffre d'affaires, envisagent, pour leur part, de réduire leurs engagements.

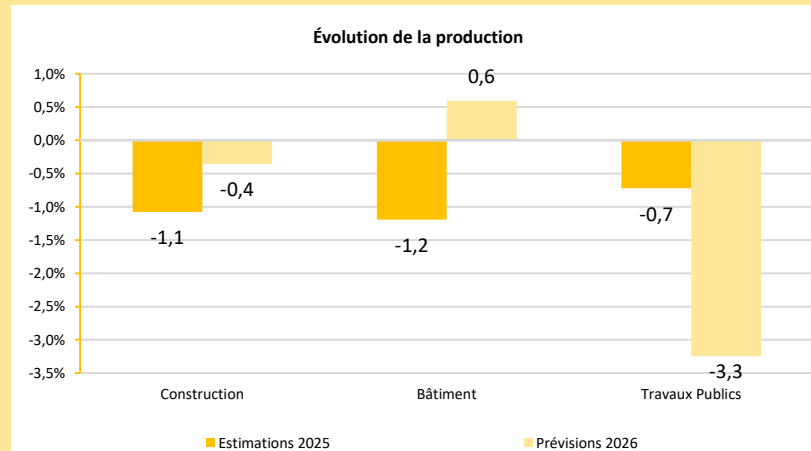


Investissements



Synthèse de la construction

En 2025, le secteur de la construction enregistre un repli de son activité de 1,1 % en valeur et de 1,9 % en volume. Malgré cette tendance, les effectifs ont connu une progression sur la période. Les délais de paiement se sont allongés. Pour 2026, les prévisions indiquent une baisse plus modérée de l'activité, estimée à 0,4 % en valeur et 1,1 % en volume, accompagnée d'un ajustement à la baisse des effectifs.



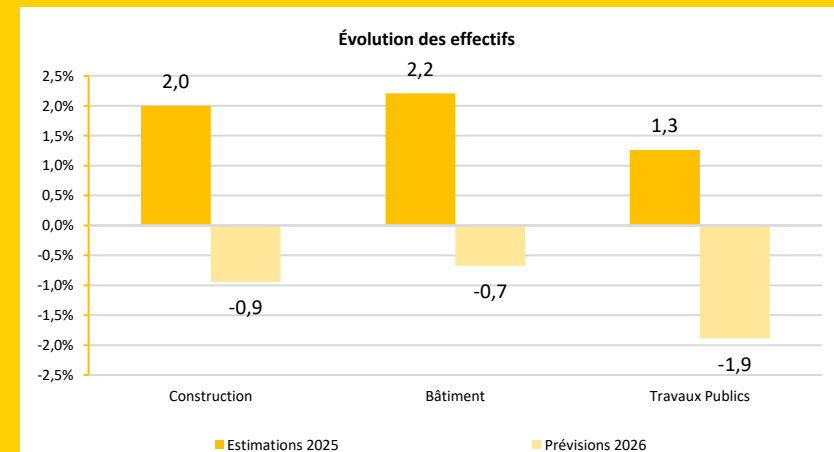
L'activité du secteur de la construction recule de 1,1 % en valeur sur un an. Corrigée des effets de prix, la baisse de la production en volume atteint 1,9 %. Le bâtiment, en particulier le gros œuvre, enregistre les plus fortes contractions : -1,2 % pour le bâtiment et -3,1 % pour le gros œuvre (-4,3 % en volume). À l'inverse, le second œuvre et les travaux publics limitent leur repli grâce à des carnets de commandes mieux garnis.

Les perspectives à court terme font apparaître un léger fléchissement de la production (-0,4 % en valeur, -1,1 % en volume après neutralisation des effets de prix). Le bâtiment affiche cependant des signes d'amélioration (+0,6 %), portés par une reprise plus marquée du gros œuvre (+5 %) après une année 2025 difficile. En revanche, les travaux publics devraient subir une contraction plus prononcée, en raison notamment d'une baisse attendue de la commande publique dans un contexte d'échéances électorales.

Les effectifs ont progressé de 2 %, une hausse apparemment paradoxale au regard du repli de l'activité sur la même période. Cette progression s'explique davantage par le sous-effectif structurel à résorber et les difficultés persistantes de recrutement à surmonter.

Le second œuvre a affiché la plus forte croissance des effectifs, suivi des travaux publics, tandis que le gros œuvre a connu un ajustement à la baisse.

Pour 2026, les prévisions tablent sur un recul des effectifs de 0,9 %, en phase avec l'évolution anticipée de l'activité. La baisse serait plus marquée dans les travaux publics, où les perspectives de production se dégradent, et plus modérée dans le bâtiment, notamment en raison de l'ajustement des effectifs du second œuvre. Le gros œuvre, quant à lui, devrait voir ses effectifs se stabiliser.

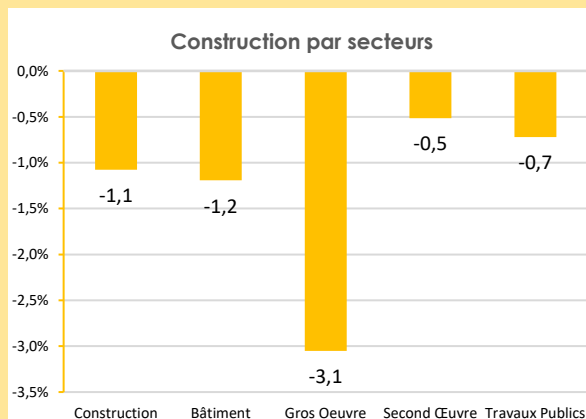


Source Banque de France – CONSTRUCTION



27,3 %

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production

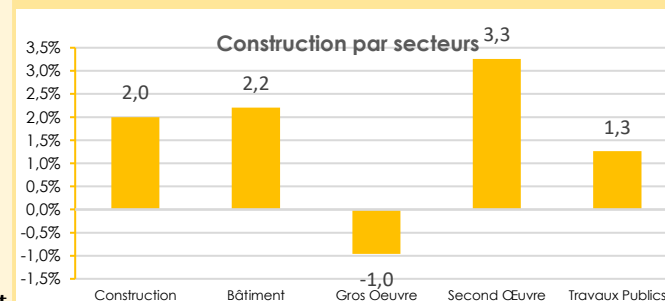
Le secteur de la construction enregistre un repli global de son activité. Tous les sous-secteurs affichent une baisse de production, avec une contraction particulièrement marquée dans le gros œuvre, reflétant les difficultés persistantes dans la construction de maisons individuelles et de bâtiments. Le second œuvre, soutenu par des carnets de commandes encore favorables, accuse une baisse plus modérée. Les travaux publics sont en léger recul.

La production diminue, principalement dans le gros œuvre.

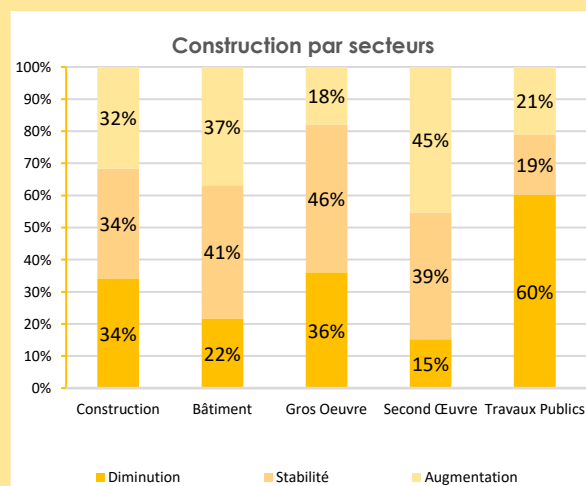
Effectifs

Les effectifs ont connu une progression, contrairement à la production. Cette hausse correspond à un rattrapage après des périodes de sous-effectif chronique et de difficultés persistantes de recrutement. Seul le gros œuvre enregistre une diminution de ses effectifs, en phase avec le repli marqué de son activité.

Les effectifs ont progressé, permettant d'atténuer les sous-effectifs chroniques dont souffre le secteur.



Bilan 2025



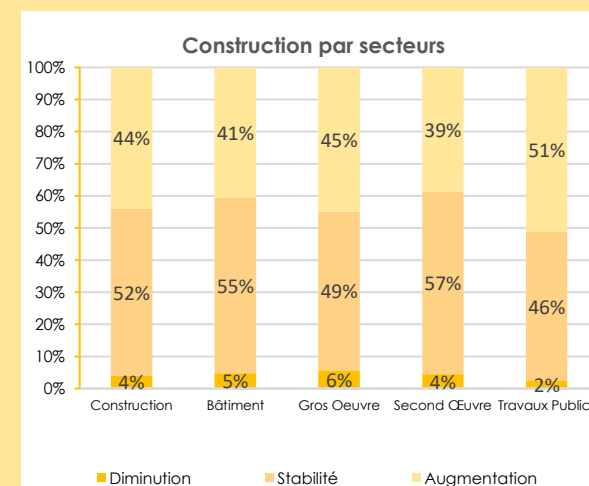
La rentabilité s'améliore légèrement pour l'ensemble du secteur de la construction.

Le second œuvre affiche une amélioration générale de sa rentabilité, portée par une bonne tenue des carnets de commandes et une limitation de la baisse d'activité. En revanche, 60 % des entreprises de travaux publics enregistrent un recul de leur rentabilité, dans un contexte de concurrence accrue. Quant au gros œuvre, la majorité des acteurs observe une stagnation de leurs marges.

Rentabilité

Les délais de paiement s'allongent dans la plupart des sous-secteurs.

Les délais de paiement se sont allongés dans l'ensemble des sous-secteurs par rapport à l'année précédente. Le gros œuvre et les travaux publics enregistrent les plus fortes hausses, deux domaines particulièrement exposés aux appels d'offres publics. En revanche, la majorité des entreprises du second œuvre observe une stabilisation de leurs délais de paiement.

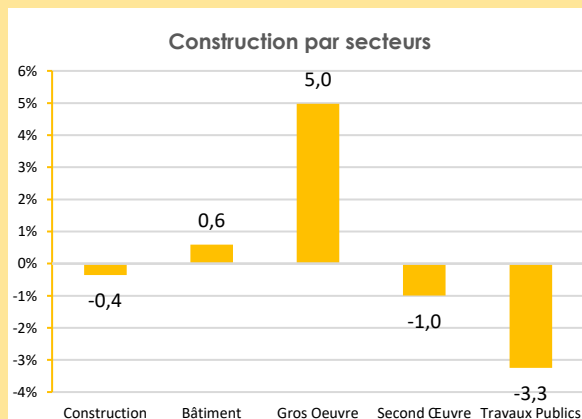


Délais de paiement



27,3 %

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production

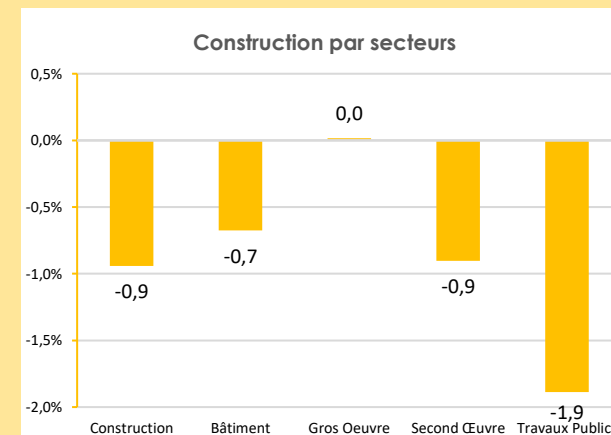
L'activité du secteur de la construction devrait globalement stagner. Après une année 2025 difficile, le gros œuvre pourrait connaître un redémarrage, tandis que les travaux publics subiraient une contraction plus marquée, dans un contexte électoral peu favorable. Le second œuvre resterait atone pour la deuxième année consécutive.

L'activité devrait demeurer atone, dans un climat d'incertitudes peu porteur.

Effectifs

Dans un contexte économique incertain, les effectifs devraient connaître un léger repli, touchant la quasi-totalité des sous-secteurs. Les travaux publics, qui devraient connaître en 2026 un recul significatif de l'activité, enregistreraient la baisse la plus prononcée. À l'inverse, le second œuvre, porté par des perspectives d'activité plus favorables, verrait ses effectifs se stabiliser après la forte progression enregistrée en 2025.

Un léger recul des effectifs est anticipé, en cohérence avec l'évolution baissière de l'activité.



Perspectives 2026

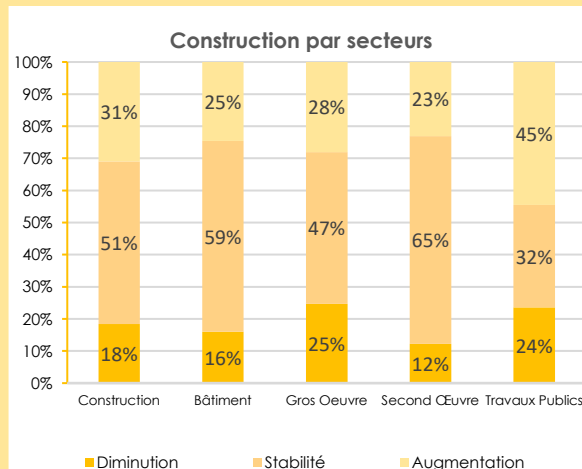
Une majorité d'entreprises anticipent une stabilisation de leur rentabilité.

La proportion d'entreprises subissant un recul de leur rentabilité devrait être moindre en 2026 qu'en 2025. Près des deux tiers des entreprises du second œuvre anticipent une stabilité de leurs marges. Les entreprises de travaux publics sont plus nombreuses à anticiper un redressement de leurs marges.

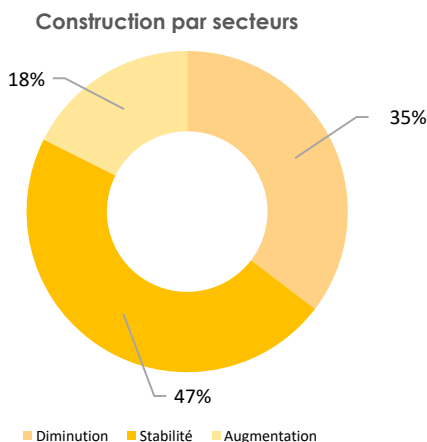
Une stabilité des carnets de commandes est attendue.

Près de la moitié des entreprises de construction anticipent une stabilité de leur carnet, mais plus d'un tiers d'entre elles redoutent une baisse.

Selon les entreprises interrogées, les échéances électorales municipales de 2026 et nationales de 2027 freineraient sensiblement l'investissement des collectivités territoriales.



Rentabilité



Carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur trois exercices consécutifs (2024-2025-2026).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

1338 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 111194 personnes

Un chiffre d'affaires global de 29491 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		des entreprises ayant répondu	recensés ACOSS	
Total Industrie	602	74 323	143 147	51,8 %
Ind agricoles et alimentaires	89	10 307	16 598	62,5 %
Equip. électri./électro. autres machines	87	11 752	21 610	54,8 %
Fab. matériels de transport	37	9 621	19 766	48,7 %
Fab. autres produits industriels	389	42 643	85 173	49,8 %

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		des entreprises ayant répondu	recensés ACOSS	
Total Services Marchands	442	21 904	133 134	16,5 %
Transports et entreposage	112	8 520	30 819	27,6 %
Hébergement et restauration	62	1 509	35 105	4,3 %
Ingénierie, act.jur., compta., conseil	130	5 635	23 967	23,5 %
Services administratifs et de soutien	94	4 603	28 584	16,1 %

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Construction	294	14 967	54 870	27,3 %
Bâtiment	243	10 196	42 821	23,8 %
Gros Œuvre	78	3 123	10 631	29,4 %
Second Œuvre	165	7 073	32 190	22,0 %
Travaux Publics	51	4 771	12 049	39,6 %



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Bourgogne - Franche Comté Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail Travaux publics
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

2-4 place de la Banque CS 10426 - 21004 - DIJON CEDEX

☎ **03.80.50.41.50**



etudes-bfc@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Gaëtan DU PELOUX DE SAINT ROMAIN, Responsable du Pôle Études

Directeur de la publication

Laurent FRAISSE, Directeur Régional

